

Importation des conflits : réalités et enjeux

Rédigé le 7 novembre 2014 par : Jonas Nunes de Carvalho



Dans l'univers mondialisé qui est le nôtre, les conflits ne peuvent avoir que des frontières poreuses. Les Belges, nouveaux ou anciens, portent en eux souvenirs, rêves, espoirs, souffrances liés à des conflits qui se déroulent à des milliers de kilomètres de Bruxelles. Les tensions qui secouent l'Afrique centrale, la Turquie et le monde arabe se vivent également dans nos villes et villages. En ce sens, ils sont devenus nôtres. La distance qui nous sépareit des conflits pourtant si lointains n'est plus qu'artificielle.

Il est possible d'aborder le terme de « conflit » de plusieurs manières. Si le Larousse le définit comme étant une « lutte armée, combat entre deux ou plusieurs puissances qui se disputent un droit », il rappelle aussi qu'il peut s'agir d'une « violente opposition de sentiments, d'opinions, d'intérêts ». Selon la théorie du conflit, directement inspirée par l'analyse marxiste de la lutte des classes, toute société est structurée par des individus cherchant chacun à optimiser leur intérêt et produisant par conséquent une situation de conflit permanent où la paix est l'exception. Les conflits en question se manifestent entre autres par des phénomènes d'ampleurs variées tels que la concurrence, l'inégalité structurelle, la révolution et la guerre. Bien qu'il ne s'agisse que de catégories induites par les différents courants mais jamais réellement formalisées, il est intéressant de constater qu'une typologie des conflits peut être établie distinguant les conflits visibles d'une part (guerre, révolution) et invisibles d'autre part (concurrence, inégalité structurelle).

Une fois la notion de conflit éclaircie, l'« importation des conflits » peut aisément s'entendre comme la « transposition des conflits » du pays d'origine vers le pays hôte comme

mentionné dans une analyse précédente[1]. Dans cette dernière, étaient évoqués les troubles advenus à Bruxelles et en Belgique entre communautés congolaise et rwandaise suite à différents événements de l'actualité politique et militaire des deux pays. Si, dans ces cas-là, il est possible d'établir un lien direct entre des événements précis qui ont lieu d'une part en Afrique centrale, et la réaction d'autre part en Belgique, il est utile de s'interroger sur l'influence des conflits invisibles dans l'intensité de la réaction. En effet, la pauvreté, l'inégalité, l'injustice et le sentiment d'impuissance sont autant d'éléments émotionnels qui sont susceptibles d'être également transposés et souvent accentués par d'autres difficultés présentes dans le pays hôte telles que la discrimination et le racisme.

Belgo-turcs, une population mal comprise

D'un pays à l'autre, les réactions d'une même diaspora peuvent considérablement varier. Selon le modèle de Gatlung[2], lorsqu'un pays se trouve dans une situation d'absence de violences directes mais avec la présence des « contradictions et d'attitudes qui donnent lieu au maintien du conflit dans la société[3] », on parle de « paix négative ». Le cas des communautés kurdes et turques est un exemple de la diversité de réactions qu'il peut y avoir de la part d'une population immigrée en fonction du pays dans lequel elle se trouve. Ainsi, en Suède la situation est celle de la « paix négative », aucune éruption de violence entre les communautés kurdes et turques n'ayant jamais été notées. Ce n'est par contre pas le cas en France, en Allemagne ou en Belgique où des heurts ont éclaté par le passé.

En effet, on se souvient des émeutes du 24 octobre 2007 à Saint-Josse et Schaerbeek qui avaient mobilisé entre 700 et 1000 jeunes belgo-turcs décidés à en découdre avec la population d'origine kurde des mêmes communes. Les motivations y étaient à la fois nationalistes et relevaient d'une dénonciation des actions du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, une organisation armée se présentant comme une guérilla, contre le gouvernement turc[4]. Quoiqu'il en soit, ces débordements font immédiatement passer ces tensions communautaires du statut de paix négative à la violence directe.

Très récemment, 200 manifestants kurdes ont protesté pour dénoncer les crimes commis par le prétendu Etat islamique en Irak[5] et environ une cinquantaine d'entre eux ont fait irruption dans l'enceinte du Parlement européen. Un événement qui nous rappelle que

Bruxelles accueillant une grande partie des institutions européennes, la dimension que peut prendre un conflit importé est particulière.

Non loin de chez nous, à Paris, ce sont trois militantes du PKK qui sont retrouvées sans vie dans la nuit du 9 janvier 2013. Elles militaient pour l'autonomie du Kurdistan en Turquie. Les responsabilités de ces assassinats restent floues mais cet évènement illustre une forme différente de l'importation des conflits qu'il ne faut pas écarter.

Mais nous le disions, les conflits peuvent être moins visibles et d'une nature différente. C'est le cas des amalgames sur fond de méconnaissance qui ont cours où turcs, kurdes, alévis et sunnites sont tous regroupés dans le même panier. Difficile dès lors de comprendre d'éventuelles tensions au sein de ce groupe indifférencié.

L'impact des conflits des Grands lacs

L'importation des conflits en Belgique concerne d'autres populations. Ainsi, en 1996, la ville de Louvain-la-Neuve fait face à l'importation des conflits du Burundi et du Rwanda au sein de leurs diasporas présentes dans la ville. L'université accueillant et formant une grande partie des intellectuels burundais et rwandais, la situation est extrêmement délicate. Beaucoup de ces étudiants sont des doctorants ou post-doctorants. Ils ont déjà des postes à hautes responsabilités dans leur pays respectif. Certains dirigent les médias nationaux, d'autres conseillent le gouvernement, d'autres encore détiennent des postes-clés de l'économie locale. Le dialogue est permanent entre ces étudiants et les élites intellectuelles, politiques et économiques en place à Bujumbura et Kigali. Des bagarres éclatent et on assiste même à des recherches de fonds pour alimenter les trafics d'armes de la région des Grands Lacs. Le climat délétère qui règne alors à Louvain-la-Neuve est un facteur aggravant de la situation en Afrique même. Dans le cas présent, la tension est essentiellement ethnique et l'université a réagi par un programme visant à réinstaurer le dialogue par la non-violence[6].

Les communautés burundaise, rwandaise et congolaise vibrent au rythme des difficultés qui traversent leur pays d'origine et plus largement l'Afrique centrale. Si au départ, les populations réagissaient davantage aux évènements de leur pays respectif, évolution des

conflits oblige, les relations entre Etats d'origine vont également faire l'objet de tensions entre les différentes diasporas établies sur le sol belge. Le Burundi, le Rwanda et la R.D.Congo ont tous trois un passé colonial avec la Belgique ce qui leur confère une référence commune mais qui pour autant, nous allons le voir, n'implique aucunement une réaction identique.

Les Congolais présents en Belgique réagissent autant lorsqu'il s'agit de politique congolaise que lorsqu'il s'agit de tensions diplomatiques entre la Belgique et la R.D.Congo. En 1998[7], le déclenchement de la deuxième guerre du Congo était au centre des préoccupations et 10 ans plus tard, en 2008, ce sont les propos jugés irrespectueux de Karel De Gucht qui feront l'objet de frictions. Plus récemment, en 2011[8], ce sont à nouveau des troubles en matière de politique intérieure, plus précisément concernant le processus électoral frauduleux, qui ont provoqué des émeutes dans le quartier de Matongé. Les réactions, si elles ne sont pas systématiquement violentes, sont bien visibles.

En revanche, les tensions sont moins flagrantes du côté Rwandais malgré la charge émotionnelle inimaginable due au génocide. Colette Braeckman décrit le rapport entre Hutus et Tutsis depuis 20 ans de cette manière : « *Jamais un mot plus haut que l'autre. Parfois un regard étincelle, une larme s'écrase. Pas plus. Cependant il arrive que des colloques, des conférences provoquent de brusques dégels. Sous la glace, des abîmes se révèlent alors dans lesquels dérivent des souvenirs, des images, des reproches...* [9] ». Une situation qui nous rappelle une paix négative, calme d'apparence mais profondément fragile.

Entre Congolais et Rwandais présents en Belgique, les relations sont plus complexes qu'il n'y paraît et ne peuvent en aucun cas se résumer à une simple tension de voisinage. En effet, le 28 juillet 2012 des Congolais ont manifesté devant l'ambassade du Rwanda en Belgique pour dénoncer les violences commises dans l'est de la R.D.Congo[10] et moins d'un mois plus tard, le 18 août[11], ce sont les Rwandais qui manifestent pour dénoncer, entre autres, les violences faites à leur encontre par certains Congolais. Cependant, la revendication majeure est la pacification des relations entre communautés rwandaise et congolaise. Là où il semble erroné de parler de confrontation directe, ce que la direction politique qu'emprunte le gouvernement de Kigali, est loin de faire l'unanimité chez les Rwandais de sorte que des revendications communes se dégagent entre Congolais et

Rwandais.

L'évolution politique de ces dernières années au Rwanda ajoute aux clivages ethniques et nationaux, une dimension politique. La manifestation du 2 avril 2014 [\[12\]](#) à l'occasion du 4^{ème} sommet UE-Afrique a réuni des militants de différents pays africains tels que l'Erythrée, le Tchad et le Rwanda. A cette occasion, se sont fait entendre des défenseurs du régime rwandais. Il convient dès lors de se demander si nous ne sommes pas en train d'assister à une mutation des causes des tensions importées de ces régions avec des revendications politiques désormais prédominantes, mais qui n'écartent pas pour autant la dimension ethnique ou communautaire.

L'écho du conflit israélo-palestinien

Cette dimension politique de l'importation des conflits est un point important si l'on songe aux répercussions que peut avoir l'interminable épisode israélo-palestinien, en particulier lors de l'Opération Bordure Protectrice menée durant l'été 2014. Dans ce cas précis, il y a bel et bien une forme d'importation des conflits comme peuvent en témoigner les différentes manifestations de tous bords qui ont suivi à Bruxelles mais les récepteurs principaux de ces conflits ne sont pas exclusivement les populations israéliennes et palestiniennes présentes en Belgique. Le poids symbolique de ce conflit pèse sur l'engagement de citoyens qui s'identifient à l'un ou l'autre acteur du conflit, rendant la question très émotionnelle. Une forme d'inégalité structurelle que nous évoquions plus haut rend l'inaction impensable pour les manifestants.

D'un autre côté, le Centre Interfédéral Pour l'Égalité des Chances évoque dans un article paru en février 2013 [\[13\]](#), une corrélation entre l'offensive israélienne dans la bande de Gaza en décembre 2008 et l'augmentation de signalements pour antisémitisme. Au cœur de cette importation caractéristique du conflit au Proche-Orient se trouvent les populations belges de confession musulmane et de confession juive. Cependant, les mobilisations et actes de violence qui peuvent en découler ne s'arrêtent pas aux confessions des uns et des autres, faisant de ce problème international, un enjeu belge de taille qui nous concerne tous.

Enjeux et défis

L'époque que nous traversons compte autant de conflits que de défis. Les différentes frictions que nous avons évoquées n'ont pas pour mission d'affoler mais d'exposer la diversité des acteurs et des contextes concernés par l'importation des conflits. Il s'agit d'entendre ces colères pour ensuite questionner notre responsabilité en tant que citoyens belges.

Pour assurer la cohésion sociale et le vivre-ensemble que tous les citoyens désirent, il est important de regarder en face les conflits qui parfois nous semblent lointains. Les diasporas présentes ici nous rapprochent inmanquablement des conflits qui se déroulent là-bas.

Une responsabilité qu'il nous incombe de décrypter sans oublier le miroir logique de l'importation des conflits qu'est l'exportation des conflits. Les djihadistes qui partent combattre en Syrie ou ailleurs représentent cette mécanique récente pour laquelle la Belgique occupe largement le premier rang. En effet, même si évaluer précisément le nombre de djihadistes belges est un exercice impossible, il est désormais admis que peu importe les chiffres acceptés, la Belgique est, proportionnellement au nombre d'habitants, le pays qui a vu le plus de djihadistes quitter son sol^[14]. Les causes de ces mobilisations tout comme celles des réseaux qui les ont favorisés mériteraient une étude approfondie mais ici il s'agit de prendre conscience qu'importation et exportation des conflits sont bel et bien liées.

Les populations présentes, avec toutes leurs différences en Belgique amènent leurs lots de sensibilités et de liens. Œuvrer pour une stabilité ici comme ailleurs c'est prendre cela en compte en optant pour une stratégie de dialogue et d'inclusion. C'est aussi espérer avoir un impact là-bas et permettre aux citoyens de prendre contact avec la réalité des conflits, de perdre leur impuissance. Comme nous l'avons vu, cela a fonctionné à Louvain-la-Neuve mais BePax a aussi le privilège de réaliser, lors de ses activités régulières, que le dialogue est possible et porte ses fruits.

[1] Duquenne, G., « Importation des conflits rwando-congolais dans les communautés africaines en Belgique », in Signes des Temps, Septembre-Octobre 2014 (<http://bepax.org/publications/analyses/importation-des-conflits-rwando-congolais-dans-le-s-communautes-africaines-en-belgique,0000510.html>)

[2] Galtung J., Peace, Positive and Negative, in Daniel J Christie (sous la dir.), The Encyclopaedia of Peace Psychology, Oxford, 2011

[3] http://www.irenees.net/bdf_fiche-notions-202_fr.html

[4] « Graves émeutes turques à Bruxelles », *La Dernière Heure*, 25 octobre 2007 (<http://www.dhnet.be/actu/faits/graves-emeutes-turques-a-bruxelles-51b7bdc8e4b0de6db98b2320>)

[5] « Des militants kurdes envahissent le Parlement européen », *RTBF Info*, 7 octobre 2014 (http://www.rtbef.be/info/monde/detail_des-militants-kurdes-envahissent-le-parlement-europeen?id=8372321)

[6] Fischer A., « Du Burundi à Louvain -la-Neuve, Importation des conflits : comment dépasser l'impuissance ? », septembre 2014 , *Commission justice et paix* (http://www.justicepaix.be/IMG/pdf/2010_Analyse_du_Burundi_a_louvain_la_neuve_importation

[_des_conflits_comment_depasser_le_sentiment_d_impuissanc.pdf](#))

[7] Duquenne, G., *idem*

[8] Maisin, A., « Quand les élections congolaises s'invitent à Matongé », *BePax*, 29 mars

2012

(<http://bepax.org/publications/analyses/quand-les-elections-congolaises-s-invitent-a-matonge,0000332.html>)

[9] Braeckman, C., « En Belgique les Rwandais vivent séparés », *Le carnet de Colette Braeckman*, 4 avril 2014 (<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2014/04/04/en-belgique-les-rwandais-vivent-separés/>)

[10] « Manifestation de Congolais à Bruxelles : échauffourées devant l’ambassade du Rwanda », *RTL Info*, 28 juillet 2012 (<http://www.rtl.be/info/votreregion/bruxelles/896235/manifestation-de-congolais-a-bruxelles-contre-les-violences-dans-l-est-de-la-rdc>)

[11] « Manifestation de Rwandais à Bruxelles : 26 Congolais interpellés », *L’Avenir – Bruxelles*, 18 août 2012 (http://www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=DMF20120818_00193775)

[12] Reportage réalisé par LinePress ici <http://www.youtube.com/watch?v=3oyzKv8Qv1I>

[13] « 88 signalements « antisémitisme » enregistrés au Centre en 2012 », *Le Centre Interfédéral Pour l’Egalité des Chances*, 21/02/2013 (<http://www.diversite.be/88-signalements-%C2%AB-antis%C3%A9mitisme-%C2%BB-en-registr%C3%A9s-au-centre-en-2012>)

[14] Tableaux comparatifs ici <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2014/09/14/01016-20140914ARTFIG00069-la-realite-chiffree-des-djihadistes-francais.php> et ici <http://www.express.be/joker/fr/platdujour/la-petite-belgique-est-le-plus-grand-exportateur-de-djihadistes-de-leurope-de-louest/207340.htm>



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120